

\* Le type de radicalisation dans ce milieu qui se place d'emblée sur le terrain des réponses politiques globales, en dépassant rapidement le cadre d'un thème, d'une campagne.

\* Les rapports de force au sein du milieu qui font que nationalement aucune force politique ne se lancera dans la bataille de construction de CR unitaires, ce qui ne veut pas dire que localement la possibilité en soit écartée (Cf. BI 24, résolution Jebracq, Ludo, Delphin qui envisage cette possibilité).

\* Le passé politique des CR marqués depuis leur naissance du sceau « Ligue ». Ces facteurs vont à l'encontre de la dynamique actuelle du FCR mais il serait prématuré d'en conclure que le danger que nous dénonçons soit de pures vues de l'esprit. Même si le danger est aujourd'hui plus potentiel qu'effectif, nous devons dès maintenant y prendre garde sous peine d'être emportés par une dynamique incontrôlable.

La manif du 15 octobre a permis de montrer quel type de dangers nous devons combattre. La majorité de l'organisation a dénoncé le substitutisme de la L.C. par rapport au FSI dans l'explication de non participation. Ceci est vrai. Mais ce que nous n'avons pas entrevu c'est le substitutisme du FCR par rapport à la Ligue !

La Ligue, en fonction de sa place spécifique a une compréhension globale des rapports de forces et de la situation en France ; elle peut se permettre de ne pas aller à la manifestation convoquée par les J.C. (cela ne relève à la limite que d'une erreur d'analyse) ; mais ce qui est plus grave, c'est qu'à partir de cette analyse de refus de participer à une telle manif., le FCR en tant que tel se permette de demander la participation !

Ainsi, la LC peut tenir compte des pressions du secteur lycéen en lui donnant une réponse sectorialisée : le FCR demande de participer à la manifestation ; mais cela tout en concevant au niveau de la Ligue une analyse spécifique. Il y a donc une spécificité politique d'un FCR qui peut assumer un choix politique que la Ligue n'assume pas.

C'est sous cet éclairage que nous comprenons les sources des maux dont souffre le secteur aujourd'hui, que cela se traduise dans une grogne sur « le FCR après la rencontre ? », « on ne construit rien ! » ou dans les théorisations localistes abusives (BI lycéen parisien), ou bien encore dans une commission nationale lycéenne réunie en octobre, étalant l'ampleur de l'inégalité de compréhension du FCR selon les régions. Cette situation est le produit de la contradiction qui mine le secteur. D'une part, le FCR tend à occuper un terrain politique qui lui est propre, à définir des tâches politiques, des campagnes que la LC n'assume pas ; mais d'autre part, la LC refuse de répondre à cette dynamique par les moyens organisationnels adéquats qui sous-tendraient ces tâches spécifiques.

## II) Quelques points sur notre travail de masse

Il ne s'agit pas de tirer un bilan négatif sur toute la ligne de ce travail de masse, mais de montrer comment la ligne FCR a influé sur tout notre acquis en matière de compréhension du travail de masse et a introduit des dangers de type sectaire tant au niveau de la direction et de son attitude par rapport aux luttes, qu'au niveau des militants dans leur relation avec le milieu.

Ces dangers sont les produits de notre ligne dans ce secteur justement parce qu'elle privilégie la construction du FCR et ne conçoit pas les mobilisations de masse du

milieu comme une déterminante de notre pratique mais comme un moment qui nous « détourne de nos tâches » et nous oblige à composer avec d'autres forces politiques.

Quelques exemples illustrent cela :

### a) Le FSI.

Nous ne reviendrons pas ici sur le flou de l'an passé au niveau des directions (BP, Commission Indo) qui ont contribué à maintenir l'organisation dans une attitude attentiste par rapport à la construction des comités FSI. Encore faudrait-il faire la part de ce qui revient à ces directions en matière d'hésitation et ce qui nous revient en tant que secteur privilégié dans la construction des comités FSI.

Au 3ème trimestre, une série d'initiatives furent réalisées, manifestations à mobilette, matériel sorti centralement et vendu massivement qui témoignaient de notre possibilité à dégager un large courant sur le problème Indochinois. Mais ces initiatives liées à des échéances centrales se déroulaient au coup à coup, avec un forcing dans la dernière semaine et ceci indépendamment d'une construction de comités FSI sur les lycées qui aurait transformé ces apparitions ponctuelles à fonction publicitaire, en véritable initiatives militantes et de masse.

Au niveau de la direction lycéenne nous n'avons pas eu de politique conséquente de construction des comités, avec tout ce que cela aurait impliqué comme utilisation des quelques expériences existantes comme aide aux CR et cellules pour démarrer des comités, ou comme volonté, même de manière volontariste, de coordonner ce courant potentiellement organisable en prenant contact notamment avec les quelques organisations intéressantes afin de structurer ce qui aurait pu devenir la branche lycéenne du FSI et non pas la branche FSI du FCR.

Au niveau des CR et cellules, nous sommes restés prisonniers du cadre FCR et nous avons dans les faits relativisé la construction des comités FSI, les concevant unilatéralement soit comme liés à une mobilisation, soit comme instrument tactique et donc transitoire pour construire des CR.

Nous devons rectifier le tir au plus tôt, ce qui passe en particulier par une responsabilisation du secrétariat et plus, par le dégagement de 2 bonnes âmes en son sein.

### b) La circulaire Guichard.

Nous avons eu un rôle décisif lors de cette mobilisation. C'est en effet nous qui avons décidé de lancer et de généraliser la lutte en diffusant dans tous les lycées « la circulaire Guichard ». Partout où c'était possible nous avons lancé le mot d'ordre de grève et un processus de politisation du milieu s'est rapidement développé sur cette affaire. Partie d'un conseil de discipline au Lycée Montaigne, la lutte progressa rapidement pour exprimer un refus global de la politique du pouvoir, réintroduisant notamment toute une série de mots d'ordre « oubliés » depuis Mai sur la liberté d'expression, liés à chaque situation particulière des lycées.

C'est ce qui explique le développement inégal du mouvement où nous pouvions voir des lycées de banlieue notamment démarrer la lutte lorsque la plupart des lycées parisiens rentraient en cours, c'est ce qui explique également la fermeté d'un pouvoir qui comprend que ce mouvement affronte directement un des piliers de sa politique : le retour à l'ordre d'avant Mai et l'épuration des lycées.